



L'immigration coûte cher à la France

Qu'en pensent les économistes ?

XAVIER CHOJNICKI

LIONEL RAGOT

LesEchos
EDITIONS

EYROLLES

L'immigration aurait trois effets économiques négatifs pour l'économie française :

- L'immigration coûterait cher aux finances publiques parce que les immigrés ne payent pas autant de cotisations ou d'impôts qu'ils ne reçoivent d'aides, d'allocations ou de services.
- Les immigrés prendraient le travail des Français et leur présence augmenterait le chômage.
- Enfin, la concurrence des immigrés, moins exigeants, serait un facteur de baisse du salaire des Français.

Les auteurs nous disent jusqu'à quel point ceci est vrai ou faux. Chaque chapitre répond à une question clé au cœur des débats publics sur les impacts de l'immigration. En élargissant le propos et en s'appuyant sur les travaux menés à l'étranger, ils décrivent également le rôle de l'immigration dans l'ensemble du système économique français.

XAVIER CHOJNICKI est maître de conférences en économie à l'université Lille 2 et chargé de recherche au CEPII.

LIONEL RAGOT est professeur d'économie à l'université d'Evry, conseiller scientifique au CEPII et chercheur associé à la chaire Transitions démographiques, transitions économiques de la Fondation du Risque.

Ils interviennent régulièrement dans les médias sur le sujet. Les deux auteurs font partie des rares experts incontestables de la question.

www.editions-eyrolles.com
www.lesechos-editions.fr

DANS LA MÊME
COLLECTION



Code éditeur : G55378 | ISBN 978-2-212-55378-9
Couverture : www.loaloua.net



L'immigration
côte cher
à la France



L'immigration coûte cher à la France

Xavier CHOJNICKI
Lionel RAGOT

LesEchos
EDITIONS

EYROLLES

Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Les Echos Editions
Groupe Les Echos
16, rue du Quatre-Septembre
75112 Paris Cedex 02
www.lesechos-editions.fr

Mise en pages : Istria

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2012
ISBN : 978-2-212-55378-9

Remerciements

Nous tenons à remercier ceux qui par leurs réactions, commentaires ou relectures attentives et souvent exigeantes ont contribué à la rédaction de cet ouvrage : Mariya Aleksynska, Matthieu Caron, Carine Drapier, Vincent Dupont, Jean-Claude Hazera et Roland Kany.

Bien évidemment, nous sommes seuls responsables des idées, arguments et opinions avancés dans ce livre.

SOMMAIRE

Introduction. Le « bon sens » peut être trompeur	9
Chapitre 1. Réalités (arithmétiques) de l'immigration en France	15
Chapitre 2. Les immigrés tirent-ils les salaires vers le bas ?	33
Chapitre 3. Les immigrés prennent-ils l'emploi des Français ?	51
Chapitre 4. L'immigration est-elle un fardeau pour les finances publiques ?	67
Chapitre 5. Intégration économique des immigrés : où en est le creuset français ?	97
Chapitre 6. L'illusion économique d'une politique d'immigration	109
Index	125

Introduction

LE « BON SENS » PEUT ÊTRE TROMPEUR

On entend dire que l'immigration coûte cher...
Le propos est lancinant ; il est encore plus appuyé aujourd'hui en raison de la violence de la crise économique actuelle qui se manifeste par des déficits publics abyssaux et une remontée du chômage à des taux que l'on pensait définitivement derrière nous depuis dix ans. Face à ces deux maux, l'immigration est rarement désignée comme la principale coupable, sauf par le Front national, mais plus souvent perçue comme l'un des facteurs y contribuant. La réduire est alors l'une des préconisations avancées, parmi d'autres, pour alléger les effets de la crise.

Ainsi en va-t-il du virage politique initié en France début 2011 par Claude Guéant, ministre de l'Intérieur et responsable à ce titre de la politique migratoire. Depuis 2006, la ligne du gouvernement était celle de « l'immigration choisie et non subie » qui visait un

rééquilibrage au profit de l'immigration (choisie) à des fins professionnelles et au détriment de l'immigration (subie) au titre du regroupement familial. Aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur ne parle plus de rééquilibrer, mais de réduire l'immigration légale, y compris celle de travail. Aussi annonce-t-il¹ début avril 2011 avoir « *demandé que l'on réduise le nombre de personnes admises au titre de l'immigration du travail (...). Nous allons continuer à réduire le nombre d'étrangers venant en France au titre du regroupement familial* ». Revirement qu'il explique, un mois plus tard², par le fait que, « *contrairement à une légende, il est inexact que nous ayons besoin de talents, de compétences* » issus de l'immigration, ce que confirme le ministre de l'Économie, François Baroin, en déclarant³ que réduire l'immigration de travail relève d'un « *constat de bon sens* » car la France est « *le pays en Europe qui a l'une des démographies les plus vigoureuses, dynamiques* ». Le débat sur l'immigration en France est ainsi relancé et centré sur l'immigration légale et plus spécifiquement sur le coût qu'elle entraînerait en termes de montée du chômage des Français et de creusement des déficits publics. Ce débat s'est poursuivi tout au long de l'année 2011 et se retrouve au cœur de la campagne présidentielle en cours, comme en atteste l'idée⁴ du président-candidat Nicolas Sarkozy de soumettre aux Français un référendum sur la question de l'immigration.

1. *Le Figaro Magazine*, 8 avril 2011.

2. Sur Europe 1, le 22 mai 2011.

3. Sur Europe 1, le 24 mai 2011.

4. *Le Figaro Magazine*, 11 février 2011.

Pourquoi confier à deux économistes le soin de rédiger un livre sur ce sujet ? Ont-ils vraiment quelque chose à apporter à ce débat, qui finalement revient sur la place publique à chaque grande échéance électorale depuis la fin des Trente Glorieuses, avec plus ou moins de virulence en fonction de la situation économique ?

Parmi les nombreuses réactions à la récente rupture dans la politique d'immigration française décrite plus haut, nous en retenons deux qui ont eu un certain écho et qui, nous l'espérons, soulignent l'intérêt et le bien-fondé que peut avoir ce livre. Alain Minc, visiteur du soir de l'Élysée, n'y va pas par quatre chemins en concédant dans une tribune⁵ que « *vouloir réduire l'immigration légale du travail représente (...) un changement de philosophie. C'est supposer que les immigrés occupent des emplois aux dépens des travailleurs nationaux et que réduire leur nombre va favoriser la lutte contre le chômage. Théorie fallacieuse dont toutes les études économiques ont fait litière* ». Dans le même esprit, Jacques Attali, ancien conseiller de François Mitterrand, tranche également sans équivoque en déclarant⁶ que « *toutes les analyses économiques redémontrent une évidence : l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte. L'immigration n'est pas un poids (...)* ».

Les résultats des travaux des économistes appor-teraient donc une contribution, sans contradiction possible puisque unanimes, au débat : l'immigration ne représenterait pas un coût pour l'économie française. Toutefois, quand cette conclusion est énoncée

5. Tribune de *L'Express.fr* publiée le 12 avril 2011.

6. Sur Europe 1, le 18 avril 2011.